

Berne, le 18 novembre 2019

Notes d'allocution

«Transformation médias et fédéralisme» - Discours d'ouverture de M . Pascal Broulis, Président et Conseiller d'État

Mesdames et Messieurs

Au nom de la Fondation.ch, Bienvenue. Bienvenue dans cet hôtel du gouvernement bernois, l'un des 26 cantons qui forment, avec le peuple, notre Confédération helvétique.

Merci à ce gouvernement, en particulier à son président, M. Christoph Ammann, de nous y accueillir. Et merci à vous tous d'être là, de prendre une journée pour examiner les défis que posent, du point de vue du fédéralisme, le bouleversement du paysage médiatique suisse.

Quelques chiffres pour le décrire : Il y a trente ans, en 1989, on comptait 275 journaux payants dans notre pays pour un tirage quotidien moyen légèrement supérieur à 3 millions d'exemplaires. Aujourd'hui, le nombre de ces titres a été divisé par trois, il en reste 92, et leur tirage est inférieur à 2 millions d'exemplaires. Alors que la population de la Suisse est passée dans le même temps de 6,7 à 8,5 millions d'habitants.

Si des radios et des télévisions locales sont apparues, nombre d'entre elles sont tournées vers le divertissement et ne répondent que partiellement à la question de l'information des citoyens. Des titres emblématiques ont disparu. « Suisse », « Hebdo », « Matin Semaine », mais aussi « Vaterland », « Aargauer Tagblatt », « Basler Nachrichten ». La tendance aux regroupements est partout. « Journal de Genève », « Gazette de Lausanne », « Nouveau Quotidien » sont devenus « Le Temps ». Ailleurs seules des couvertures subsistent. Sous des titres différents on doit lire le même article de Thoune à Bülach ; du sud du Canton de Berne au Nord du canton de Zurich et à Bâle.

Le problème n'est pas que quantitatif. Fin 2018, une étude de l'Université de Zurich s'est inquiétée de la perte de qualité des médias, relevant la raréfaction des points de vue. «La mise en place de rédactions centrales et de systèmes de sous-éditions a entraîné, constate l'étude, une perte marquée de diversité concernant la couverture de la politique nationale et internationale, de l'économie et de la culture.» On ne saurait, je pense, mieux résumer ce qui préoccupe le fédéraliste que je suis, et certainement tous les fédéralistes.

La Suisse n'est pas une nation mais une Confédération de micro-Etats, diverse par nature, dans sa géographie, son urbanisation, ses langues, ses religions, ses cultures, ses pratiques politiques. C'est un appauvrissement de voir s'y répandre l'uniformisation des idées qui va de pair avec l'effacement des nuances. Les titres assènent, les textes forcent le trait, les débats sont

cacophoniques et cela touche aussi le secteur public. Alors que le fédéralisme demande subtilité, approfondissement, explications.

Le raidissement des acteurs, l'absence de communication entre eux ne lui est d'aucun secours. Il réclame la correction, la reconnaissance des erreurs si elles se produisent, des chartes éthiques respectées et aisées à invoquer. La pensée unique est néfaste. La vitalité de nos institutions se nourrit de la multiplication des messages, de la pluralité des opinions de la confrontation des analyses. Autant d'échanges intellectuels menacés quand la presse et les médias et se standardisent.

Comme il est important que nous n'ayons pas qu'une seule police ou qu'une seule école, il est primordial que nous n'ayons pas qu'un seul journal, une seule rédaction, à Zurich ou à Lausanne. On peut déjà, intuitivement, se dire qu'il faut protéger l'existence même d'une agence de presse qui ne couvre pas seulement les grands centres mais l'ensemble des régions.

Un autre problème de notre paysage médiatique est la pression que subit son modèle économique. Il y a la révolution numérique, le transfert de l'attention des gens vers des réseaux sociaux, la progression du groupe d'utilisateurs «le moins disposé à payer pour être informé.» Il y a d'autre part des exigences peu compréhensibles de certains éditeurs en termes de rentabilité. Il ne s'agit pas d'informer à perte, mais les médias ne sont pas un secteur spéculatif dans lequel on peut rêver à des pourcentages de bénéfices à deux chiffres. Avoir de telles exigences revient à épouser le secteur, à scier la branche économique sur laquelle on est assis.

Le constat des cantons, réunis depuis plus de cinquante ans au sein de la fondation ch pour la collaboration Confédérale est simple : la centralisation des lieux de production et les monopoles médiatiques questionnent la pluralité et menacent un fédéralisme dans lequel la diversité des opinions doit être garantie.

L'intérêt général souffre. Avec le souhait, non seulement de participer au débat, mais aussi de définir un plan d'actions pour le futur, la Fondation.ch a donc choisi de réunir aujourd'hui les acteurs impliqués, administratifs, académiques et médiatiques.

Je remercie chaleureusement tous les intervenants d'avoir accepté d'animer et de participer à nos débats, et je les remercie de leurs précieuses contributions.

Il s'agit, fondamentalement, de répondre à deux questions :

- Quelles sont les conséquences de la transformation des médias pour le fédéralisme ?
- Quel rôle doivent, ou devraient jouer les cantons ?

Pour jeter quelques bases, je soulignerai qu'on est dans un domaine qui entre pleinement dans les compétences cantonales. La culture, l'éducation, la formation ne sont pas des politiques déléguées à la Confédération. Les cantons sont donc entièrement dans leur rôle lorsqu'ils s'interrogent sur leurs possibilités d'action. Ils sont légitimes.

En ressentent-ils le besoin ? Cela, Mesdames et Messieurs, c'est ce que nous devons chercher à découvrir, aujourd'hui et je vous souhaite à chacune et à chacun de fructueux échanges.

Avec l'équipe organisatrice, nous nous réjouissons déjà des résultats qui ouvriront des pistes pour que nous puissions continuer à promouvoir le fédéralisme, dans ce domaine particulier de l'information, de la connaissance des uns et des autres.

Excellente journée à toutes et à tous.
Pascal Broulis